

Université Paris-Dauphine : grève des salarié·e·s du ménage après 10 licenciements de l'entreprise OMS Synergie

Une lutte intense



Mercredi 11 septembre 2024, les salarié·e·s de la société de nettoyage OMS Synergie, à qui l'université Paris-Dauphine sous-traite le ménage, se sont mis·e·s en grève après que l'entreprise a licencié 10 d'entre elles et eux. Certain·e·s de ces agent·es de ménage travaillent sur le site de Dauphine depuis plus de 30 ans, passant d'une entreprise à l'autre, au gré des reprises régulières de marché.

Les faits reprochés portent sur l'usage de la pointeuse : fin juillet, alors que la fac était quasiment à l'arrêt, les salarié·e·s ont fait badger par la responsable de l'équipe (elle aussi licenciée), tout en étant là ou bien en ayant parfois fait leurs heures sur un autre créneau. Selon eux et elles, cela a été fait en accord oral avec le responsable de site qui maintenant nie les faits.

Soutenu par la CFDT du groupe OMS ainsi que par les organisations syndicales de Dauphine, principalement la CGT mais aussi FSU, Uef et Sud, les travailleur·ses se sont donc mis en grève et ont occupé dès mercredi le hall de l'université, leurs collègues licenciées ayant été empêché·e·s de rentrer sur le site. Il en fut de même jeudi 12 septembre, mais cette fois, les salarié·e·s licencié·e·s avec l'aide extérieure de la CFDT, ont forcé le passage pour aller occuper l'université et faire du bruit, dans le but de visibiliser auprès de toutes et tous une situation ignorée et toujours invisibilisée. Le vendredi 13 septembre, alors que l'entreprise OMS et la présidence de l'université restaient silencieuse et ne cherchaient aucune solution, les travailleur·ses et leur syndicat ont bloqué l'entrée de l'université dès le matin. La situation s'est envenimée et, dans l'agitation, une salariée d'OMS est tombée et s'est blessée.

Comme il est bien commun désormais dans le monde universitaire, au lieu de permettre les mobilisations sociales, le débat et la lutte, la direction de l'université a fermé l'établissement pour la journée. Indiquons d'ailleurs que l'université a joué un

rôle majeur dans le licenciement puisque c'est elle qui a fourni les images de vidéosurveillance visant à établir la supposée fraude à la pointeuse. À la demande des syndicats des personnels de Dauphine, une réunion informelle a été organisée entre l'université et la société OMS. Cependant, alors que la CGT et la FSU ont insisté pour que les salarié·e·s du ménage soient représenté·e·s, l'université et la société OMS ont refusé. La CGT-Dauphine a alors quitté la réunion en signe de protestation.

Il y a eu dans la journée de vendredi une réunion entre les représentants syndicaux de la CFDT et la direction de la société OMS durant laquelle cette dernière a promis une proposition lundi 16 septembre. Les représentants syndicaux semblent y avoir défendu la ligne « réintégration ou rien ! ».

Désormais, le collectif du lien (<https://www.instagram.com/lecollectifdulien/>), vraisemblablement extérieur à Dauphine, appelle aussi à joindre la mobilisation et semble proche des salarié·e·s et des délégué·e·s syndicaux de la CFDT.

Une situation bien trop courante

La quasi totalité des universités françaises sous-traite le ménage de leur locaux. L'argument semble être économique mais révèle un mépris profond pour ce rôle pourtant essentiel et pour les personnes qui l'ont. « Cela ne ferait « pas partie du cœur d'activité de l'université ».

La différence des populations est criante, notamment à Dauphine. Les travailleur·ses du nettoyage sont exclusivement racisé·e·s alors que la population étudiante et les personnels le sont énormément moins.

L'inégalité entre personnels de l'université et salarié·e·s du nettoyage est aussi effarante. Les travailleur·ses employé·e·s pour les sociétés de nettoyage sont souvent à temps partiel (équipe du matin ou du soir, faisant par exemple 4h ou 5h sur site), et cumulent ce travail avec un autre du même type, soit à leur compte, soit dans une autre entreprise sur un autre site. Travaillant souvent loin, ces personnes enchaînent les boulots, les trajets, etc.

De plus, toutes les quelques années, les marchés de sous-traitance sont revus et les entreprises changent. Lors de la reprise par une autre entreprise, celle-ci est souvent obligée, par contrat avec l'université, de reprendre les salarié·e·s travaillant sur site dans les mêmes conditions d'emploi (en tout cas pas moins mauvaises). Cependant, cela ne se fait pas toujours correctement, et les travailleur·ses du site doivent quasi systématiquement lutter pour ne pas perdre au change (comme ce fut le cas en 2019 avec la société Atalian).

La sous-traitance permet :

- d'invisibiliser toujours plus ce travail pourtant essentiel ;

- de faire, peut-être, des économies à l'université, mais surtout de ne pas avoir à s'occuper des personnes réalisant le nettoyage du site ;
- d'ignorer le mauvais traitement, les mauvaises conditions de travail et la trop faible rémunération de ces travailleur/ses, en se réfugiant derrière le mécanisme de sous-traitance ;
- rendre les mobilisations et les résistances plus difficile : alors que les personnels de l'université et du nettoyage travaillent au même endroit, leurs employeurs, et leur moyens de résistance syndicales ne sont pas les même. Les salarié·e·s du nettoyage sont atomisé·e·s sur les différents site, rendant ainsi la construction et la connaissance syndicales plus délicate. De plus, beaucoup sont sans-papiers et quelques fois ne maîtrisent pas le français, ce qui les laisse évidemment dans une situation précaire et anxiogène.

Défendons le statut de fonctionnaire

Alors que le statut de fonctionnaire est attaqué de toutes parts, à toutes les échelles et dans tous les secteurs, il nous faut batailler pour le conserver. La socialisation de certains services est fondamentale, et nous devons militer pour de meilleurs service publics tant à l'hôpital que dans l'Éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche. Cela passe en particulier par la défense centrale des corps de métiers méprisés et exploités dans les institutions encore publiques comme l'université. Il nous faut revendiquer et obtenir la réintégration du nettoyage à l'université, mais aussi celle de la sécurité.

Mobilisation à Paris-Dauphine, lundi 16 septembre !

Le syndicat CGT-Dauphine, le collectif du lien et le syndicat CFDT d'OMS appellent à un

**Rassemblement ce lundi 16 septembre à partir de 8h
aux alentours de l'université Paris-Dauphine
Métro ligne 2, porte Dauphine, ou RER C, avenue Foch**

pour exprimer le soutien aux salarié·e·s licencié·e·s et construire une mobilisation et pour imposer à la société OMS et à l'université la réintégration immédiate des salarié·e·s d'OMS, ainsi que le paiement des jours de grève.

Lucas Battin, le 15 septembre 2024